

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger } Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger } Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1 fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ. TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Par décret en date du 28 mai 1930 rendu sur la proposition du Ministre des Colonies M. **BOURGINE** (Maurice Léon), Administrateur en Chef des Colonies a été désigné pour remplir par intérim les fonctions de Commissaire de la République au Togo pendant l'absence de M. **BONNECARRÈRE**, autorisé à rentrer en France.

Loi du 26 mars 1930 réprimant les fausses indications d'origine des marchandises (Arrêté de promulgation du 8 juillet 1930.) 348

Décret du 1^{er} juin 1930 réglementant le séjour des bâtiments de guerre étrangers dans les ports et eaux territoriales des colonies, pays de protectorat et territoires relevant du ministère des colonies (Arrêté de promulgation du 8 juillet 1930.) 349

Personnel européen 350

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 26 avril 1930 modifiant l'arrêté du 6 novembre 1928 en ce qui concerne les taxes à percevoir à l'entrée dans le territoire du Togo. 351

Arrêté du 31 mai 1930 autorisant un prélèvement ordinaire de trois millions de francs sur la caisse de réserve. 351

Arrêté du 21 juin 1930 rapportant l'arrêté du 26 mai 1930 portant à 40.000 francs le montant de l'avance mise à la disposition de l'agent intermédiaire de Lomé. 351

Arrêté du 21 juin 1930 portant à 40.000 francs le montant de l'avance mise à la disposition de l'agent intermédiaire de Lomé. 352

Arrêté du 21 juin 1930 complétant l'arrêté du 27 novembre 1929 fixant la quotité, le taux et la composition de la ration alimentaire des indigènes employés sur les chantiers des travaux neufs du chemin de fer. 352

Arrêté du 21 juin 1930 complétant le tableau des indemnités de fonctions et de responsabilité des fonctionnaires, employés et agents civils et militaires en service au Territoire. 352

Arrêté du 21 juin 1930 approuvant et rendant exécutoires des rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1929. 353

Arrêté du 27 juin 1930 autorisant la cession au service des Travaux Neufs d'huile de palme provenant des plantations administratives du cercle de Sokodé et en fixant le prix. 353

Arrêté du 4 juillet 1930 portant approbation du compte définitif du budget exercice 1929 de la Chambre de Commerce du territoire du Togo. 353

Arrêté du 4 juillet 1930 portant ratification de l'arrêté du 31 mai 1930 autorisant un prélèvement ordinaire sur la caisse de réserve. 354

Dépêche en date du 1^{er} février 1930 du Commissaire des Territoires Africains sous mandat à l'Exposition Coloniale Internationale de Paris de 1931 au sujet de la participation des entreprises privées à l'exposition. 354

Tableau des actes concernant le personnel européen	353
Tableau des actes concernant le personnel indigène	353
Boissons alcooliques	363
Commissions	363
Domaines	363
Education physique	364
Indemnité de chef lieu	363
Liste des candidats admis au Cours complémentaire de Lomé	363
Remboursement	363
Subvention	366
Travaux de construction	366

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces — (Voir supplément)

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Répression des fausses indications d'origine des marchandises.

ARRÊTÉ N° 384 promulguant au Togo la loi du 26 mars 1930 réprimant les fausses indications d'origine des marchandises.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1924 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu la loi du 26 mars 1930, réprimant les fausses indications d'origine des marchandises ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulguée dans le Territoire du Togo sous mandat français la loi du 26 mars 1930 réprimant les fausses indications d'origine des marchandises.

Lomé, le 8 juillet 1930.
BOURGINE.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Quiconque, sur des produits naturels ou fabriqués, détenus ou transportés en vue de la vente, mis en vente ou vendus en France, ou sur des emballages,

caisses, ballots, enveloppes, bandes, étiquettes, etc. aura apposé ou sciemment utilisé une marque de fabrique ou de commerce, un nom, un signe ou une indication quelconque de nature à faire croire, s'ils sont étrangers, qu'ils ont été fabriqués en France ou qu'ils sont d'origine française et, dans tous les cas, qu'ils ont une origine différente de leur véritable origine française ou étrangère, sera puni des peines prévues par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905, sans préjudice des dommages intérêts, s'il y a lieu.

Toutefois, cette disposition ne sera pas applicable lorsque le produit portera, en caractères manifestement apparents, l'indication de la véritable origine, à moins que la fausse indication d'origine ne constitue une appellation régionale protégée par la loi du 6 mai 1919.

En ce qui concerne les produits français, la raison sociale, le nom et l'adresse du vendeur ne constituent pas nécessairement une indication d'origine.

ART. 2. — Seront punis également des peines prévues par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 ceux qui, par addition, retranchement ou par une altération quelconque des mentions primitivement portées sur les produits, par des annonces, brochures, circulaires, prospectus ou affiches, par la production de factures ou de certificats d'origine mensongers, par une affirmation véritable ou par tout autre moyen, auront fait croire à l'origine française de produits étrangers ou, pour tous produits, à une origine différente de leur véritable origine française ou étrangère.

ART. 3. — Toute personne intéressée, consommateur, commerçant ou fabricant, lésée par la tromperie, sera recevable à en poursuivre la répression.

Tous syndicats ou unions de syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts de l'industrie et du commerce de tous produits et marchandises quelconques, pourront exercer, sur tout le Territoire de la France et des colonies, les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du code d'instruction criminelle, relativement aux faits prévus par la présente loi, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil en vertu des articles 1382 et suivants du code civil.

ART. 4. — L'article 463 du code pénal sera applicable, même en cas de récidive, aux délits prévus par la présente loi.

ART. 5. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux Colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 mars 1930.
GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :
Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
P. E. FLANDIN.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Raoul PERRET.

Le Ministre de l'Agriculture,
Fernand DAVID.

**Réglementation du séjour des bâtiments de guerre
étrangers dans les ports et eaux territoriales
des colonies**

ARRÊTÉ N° 385 promulguant au Togo le décret du 1^{er} juin 1930 réglementant le séjour des bâtiments de guerre étrangers dans les ports et eaux territoriales des colonies, pays de protectorat et territoires relevant du ministère des colonies.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. 1.

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 1^{er} juin 1930 réglementant le séjour des bâtiments de guerre étrangers dans les ports et eaux territoriales des colonies, pays de protectorat et territoires relevant du ministère des colonies.

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo sous mandat français, le décret du 1^{er} juin 1930 réglementant le séjour des bâtiments de guerre étrangers dans les ports et eaux territoriales des colonies, pays de protectorat et territoires relevant du ministère des colonies.

Lomé, le 8 juillet 1930.
BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 30 août 1913 rendant applicable aux colonies le décret du 21 mai 1913 réglementant, pour le temps de paix, les conditions d'admission et de séjour des bâtiments de guerre étrangers dans les mouillages et ports du littoral français ;

Vu le décret du 29 septembre 1929 abrogeant le décret du 21 mai 1913 ;

Sur le rapport du ministre des colonies, du ministre des affaires étrangères et du ministre de la marine ;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sous réserve des dispositions du présent décret, les bâtiments de guerre des puissances étrangères en paix avec la France sont, à titre permanent, admis à mouiller dans les ports compris dans les secteurs maritimes ci-après déterminés, ainsi que dans les eaux territoriales à moins de six milles de la laisse de basse-mer, du littoral des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat de la France relevant du ministère des colonies :

- a) Secteur de l'Indochine et des Etablissements français de l'Inde ;
- b) Secteur de Madagascar, dépendances et îles rattachées et de la Réunion ;
- c) Secteur de l'Afrique occidentale française et du Togo ;
- d) Secteur de l'Afrique équatoriale française et du Cameroun ;
- e) Secteur des Antilles et de la Guyane ;
- f) Secteur de Saint-Pierre et Miquelon ;
- g) Secteur des Etablissements français de l'Océanie ;
- h) Secteur de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ;
- i) Secteur de la côte française des Somalis.

Dans un même secteur, le nombre des bâtiments de guerre étrangers, de même pavillon, ne pourra, à moins d'une autorisation spéciale, être supérieur à trois pour les quatre premiers secteurs indiqués ci-dessus et à deux pour les cinq autres secteurs.

ART. 2. — Aux fins du présent décret, sont réputés bâtiments de guerre tous les bâtiments, y compris les navires auxiliaires, inscrits sur la liste officielle des bâtiments de guerre d'une puissance dont le gouvernement est reconnu par le Gouvernement français.

ART. 3. — Toute visite d'un bâtiment de guerre étranger dans les eaux ou ports compris dans un des secteurs maritimes spécifiés à l'article 1^{er} devra avoir été notifiée par la voie diplomatique au ministère des affaires étrangères, à Paris, au moins quinze jours avant l'arrivée du bâtiment en visite, sauf les cas de force majeure.

La notification mentionnera si le bâtiment en visite est porteur d'aéronefs.

Le ministère des affaires étrangères avisera sans délai de cette notification le ministre des colonies chargé de prévenir de cette visite le gouverneur général, gouverneur ou commissaire de la République placé à la tête du territoire dont dépend le port ou les eaux territoriales visés.

ART. 4. — Les sous-marins ne pourront pénétrer dans les eaux territoriales qu'en surface. Il leur est interdit d'y effectuer des plongées.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret ne sont applicables aux aéronefs militaires ou navals que s'ils sont portés ou remorqués par un bâtiment de guerre ; ces aéronefs ne doivent pas quitter les eaux territoriales par la voie des airs sans avoir obtenu l'autorisation compétente.

ART. 6. — Les bâtiments de guerre étrangers de même pavillon ne peuvent, à moins d'une autorisation spéciale du Gouvernement de la République, séjourner plus de quinze jours dans un des secteurs spécifiés à l'article 1^{er}.

Ils sont tenus de prendre le large dans les six heures qui suivent toute invitation qui leur serait adressée à cette fin par les autorités civiles, navales ou militaires compétentes.

ART. 7. — Les dispositions des articles 1^{er} et 6 ne sont pas applicables aux bâtiments de guerre étrangers ci-après :

- a) Bâtiments à bord desquels sont embarqués des chefs d'Etat, des membres de dynasties régnantes ou leurs suites, ou des agents diplomatiques accrédités auprès du Gouvernement de la République ;
- b) Bâtiments en relâche forcée pour cause d'avaries, gros temps ou autres cas de force majeure ;
- c) Bâtiments garde-pêche agissant en conformité des conventions internationales relatives à la pêche.

ART. 8. — I. — Dans les ports points d'appui de la flotte ou sièges d'un commandement de la marine, le droit d'assigner des postes de mouillage aux bâtiments de guerre étrangers et de les faire changer de mouillage s'il est nécessaire est attribué uniquement au commandant de la marine.

II. — Dans tous les autres ports, ce droit est attribué au capitaine de port, ou, s'il n'en existe pas, à l'officier de port ou au fonctionnaire remplissant les fonctions dévolues normalement au capitaine de port.

ART. 9. — Dès l'arrivée d'un bâtiment de guerre étranger dans un port où siège un commandant de la marine, celui-ci

enverra un officier placé sous ses ordres, saluer le commandant, s'informer de son nom, de l'objet de la visite et prendre tous autres renseignements utiles.

Dans les autres ports, la visite sera faite par un officier de port.

ART. 10. — Dans les eaux territoriales et ports des différents secteurs spécifiés à l'article 1^{er}, les bâtiments de guerre étrangers sont tenus de s'abstenir de faire des relevés ou sondages et de procéder, à moins d'autorisation spéciale, à tous exercices militaires (corps de débarquement, tirs, lancements de torpilles, mouillages de mines, etc.)

Ils doivent respecter les règlements fiscaux locaux et se conformer aux mesures de police sanitaire ainsi qu'aux règlements de port auxquels sont assujettis les bâtiments de la marine nationale et dont il appartiendra à l'autorité visée à l'article 8 de les informer.

Les hommes de l'équipage et les hommes de troupe devront être sans armes lorsqu'ils descendront à terre. Les officiers et les sous-officiers pourront porter les armes blanches qui font partie de leur tenue réglementaire.

Le nombre des permissionnaires qui pourront descendre à terre ainsi que les heures de descente à terre et de rentrée à bord seront fixés par une entente du commandant du bâtiment de guerre avec le chef du territoire ou son délégué et après avis des autorités militaires ou maritimes locales.

Si des honneurs funèbres doivent être rendus à terre par un détachement en armes, le commandant du bâtiment de guerre étranger devra en demander l'autorisation au commandant d'armes ou, à défaut, à l'autorité locale la plus élevée.

Les embarcations du bâtiment de guerre qui auront à circuler ne pourront être armées.

ART. 11. — Aucun bâtiment de guerre étranger admis dans les ports et eaux territoriales des secteurs visés à l'article 1^{er} ne pourra y mettre à exécution une sentence de mort.

ART. 12. — En cas de guerre entre des puissances étrangères, la France étant neutre, les conditions d'accès et de séjour des bâtiments de guerre belligérants sont réglées par les prescriptions des décrets des 18 et 26 octobre 1912; toutefois, les formalités de notification ou d'autorisation préalables prévues par les articles 3 et 10 du présent décret sont applicables.

ART. 13. — Dans le cas où un bâtiment de guerre étranger ne se conformerait pas aux prescriptions du présent décret, l'autorité navale, militaire ou administrative locale devra tout d'abord attirer l'attention de l'officier commandant sur la contravention commise et l'inviter à observer ou faire observer lesdites prescriptions.

Si cette démarche reste sans résultat, ladite autorité pourra inviter le bâtiment à reprendre la mer dans les conditions prévues à l'article 6, alinéa 2.

ART. 14. — Le décret du 30 août 1913 rendant applicable aux colonies le décret du 21 mai 1913, portant règlement, pour le temps de paix, des visites des bâtiments de guerre étrangers dans les mouillages et ports du littoral français est abrogé ainsi que toutes dispositions contraires aux prescriptions du présent décret.

ART. 15. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies et à celui du ministère de la marine.

Il sera promulgué dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies dès l'arrivée du *Journal officiel* de la République française dans ces divers pays, et publié aux *Journaux officiels* locaux; il entrera en vigueur dès sa publication.

ART. 16. — Le ministre des colonies, le ministre des affaires étrangères et le ministre de la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait, à Paris, le 1^{er} juin 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
François PIÉTRI.

Le ministre des affaires étrangères,
Aristide BRIAND.

Le ministre de la marine,
JACQUES-LOUIS DUMESNIL.

PERSONNEL EUROPÉEN

Promotions

Par décret du 29 juin 1930 sont nommés pour compter du premier juillet 1930 :

Administrateur de 1^{re} classe :

OUVRY Pierre, Administrateur de 2^e classe des Colonies.

Administrateur de 2^{me} classe :

DE COUTURES John, Administrateur-Adjoint de 1^{re} classe.

Administrateur-Adjoint de 1^{re} classe :

SARON Gilbert

NATIEL Léo

PIC

Administrateurs-Adjoints de 2^e classe des colonies.

Reclassement

ROUSSEL reclassé Administrateur-Adjoint de 1^{re} classe pour compter du 4 mai 1929 par application des lois militaires.

Titularisation

Est titularisé pour compter du 18 novembre 1930 M. LAIGRET, Elève-Administrateur des Colonies.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Taxes à l'importation

ARRÊTÉ N° 224 modifiant l'arrêté du 6 novembre 1928 en ce qui concerne les taxes à percevoir à l'entrée dans le Territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 74 ;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial ; ensemble le décret du 2 juillet 1928 en fixant l'application ;

Vu le décret du 14 février 1930 accordant le bénéfice de l'admission en franchise en France et en Algérie à certains produits originaires du Togo placé sous le mandat de la France ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le Territoire du Togo des produits de toute origine et provenance ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

Sous réserve d'approbation ministérielle,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est complété comme suit le tableau I annexé à l'arrêté du 6 novembre 1928 sus-visé :

DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITES SUR LESQUELLES PORTENT LES DROITS	QUOTITÉ DES DROITS
Huile de palme et de palmiste	100 K. brut	3 f. 10
Maïs en grains	—	10 f.
Manioc brut ou desséché	—	20 f.
Farine de manioc	—	40 f.
Ignames	—	20 f.

ART. 2. — Les produits énumérés à l'article premier ci-dessus sont supprimés du tableau II de l'arrêté du 6 novembre 1928.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 avril 1930.

BONNECARRÈRE.

Approuvé par cablogramme ministériel N° 127 du 18 juin 1930.

Caisse de réserve (Prélèvement)

ARRÊTÉ N° 312 autorisant un prélèvement ordinaire de 3.000.000 de francs sur la Caisse de Réserve.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'article 162 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Sous réserve d'approbation ultérieure en Conseil d'Administration ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé un prélèvement ordinaire de 3.000.000 de francs sur les fonds de la Caisse de Réserve du Territoire pour faire face à une insuffisance momentanée des fonds libres.

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général et le Trésorier Payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 31 mai 1930.

Pour le Commissaire de la République absent,
Le Chef du Secrétariat Général,
chargé des affaires courantes et urgentes,

PARISOT.

Agence intermédiaire de Lomé

ARRÊTÉ N° 345 rapportant l'arrêté n° 297 du 26 mai 1930 portant à 40.000 francs le montant de l'avance mise à la disposition de l'agent intermédiaire de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1921 créant un agent intermédiaire pour la subdivision de Lomé-Ville ;

Ensemble les arrêtés des 26 avril et 20 octobre 1926 portant augmentation de l'encaisse de l'agent intermédiaire de Lomé.

Sur la proposition du Chef du Secrétariat Général ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 297 du 26 mai 1930 portant à 40.000 francs le montant de l'avance mise à la disposition de l'agent intermédiaire de Lomé est rapporté.

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général, le Commandant du Cercle de Lomé et le Trésorier-Payeur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 24 juin 1930.

Pour Le Commissaire de la République absent,
L'Administrateur en Chef,
Chargé de l'expédition des affaires courantes,

PARISOT.

ARRÊTÉ N° 346 portant à 40.000 francs le montant de l'avance mise à la disposition de l'agent intermédiaire de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1921 créant un agent intermédiaire pour la subdivision de Lomé-Ville ;

Ensemble les arrêtés des 26 avril et 20 octobre 1926 modifiant le montant de l'avance mise à la disposition de l'agent intermédiaire de Lomé ;

Sur la proposition du Chef du Secrétariat Général ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'avance mise à la disposition de l'agent intermédiaire de Lomé est portée à 40.000 francs.

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général, le Commandant du Cercle de Lomé et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 21 juin 1930.

*Pour le Commissaire de la République absent,
l'Administrateur en Chef,
Chargé de l'expédition des affaires courantes,*

PARISOT.

Travaux Neufs

ARRÊTÉ N° 347 complétant l'arrêté n° 676 du 27 novembre 1929 fixant la quotité, le taux et la composition de la ration alimentaire des indigènes employés sur les chantiers des Travaux Neufs du Chemin de fer.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté du 26 avril 1929 créant une circonscription administrative des Travaux Neufs du Chemin de Fer du Nord ;

Vu l'arrêté du 27 novembre 1929 fixant la quotité, le taux et la composition de la ration alimentaire des indigènes employés sur les chantiers des Travaux Neufs du Chemin de fer ;

Vu l'avis du Service de Santé ;

Le Conseil d'Administration entendu.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de l'arrêté du 27 novembre 1929 est complété comme il suit :

	R A T I O N		
	NORMALE	DEMI-FORTE	FORTE
Manioc frais	4 kg. 500	1 kg. 875	2 kg. 250

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général et le Directeur du Service des Travaux Neufs sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 21 juin 1930.

*P. Le Commissaire de la République absent
Le Chef du Secrétariat Général
Chargé des Affaires courantes et urgentes,*

PARISOT.

Indemnités de fonctions

ARRÊTÉ N° 349 complétant le tableau des indemnités de fonctions et de responsabilité des fonctionnaires, employés et agents civils et militaires en service au Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial et les actes subséquents qui l'ont modifié, notamment le décret du 11 septembre 1920 ;

Vu l'arrêté du 28 janvier 1929 accordant des suppléments de fonctions et des indemnités diverses aux fonctionnaires, employés et agents civils et militaires en service au Territoire ;

Vu l'arrêté du 29 juin 1929 fixant la concordance entre le taux des indemnités accordées aux fonctionnaires en service au Dahomey et au Togo ;

Vu la dépêche ministérielle N° 2627 du 6 mai 1929 ;

Sur la proposition du Capitaine du Génie, Directeur du Service des Voies de Pénétration et du Wharf,

Le Conseil d'Administration entendu ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau N° 1 des indemnités de fonctions, (Chemin de fer) est complété comme suit à compter du 19 avril 1930 :

« Chef du Service des Douanes chargé de la liquidation des droits de Wharf. 2.000 frs.

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général, et le Directeur du Service des Voies de Pénétration et du Wharf sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 21 juin 1930.

*Pour le Commissaire de la République absent,
Le Chef du Secrétariat Général,
chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes,*

PARISOT

Contributions directes

ARRÊTÉ N° 350 approuvant et rendant exécutoires des rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1929.

PAR ARRÊTÉ DU 21 JUIN 1930.

Le Conseil d'Administration entendu ;

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires détaillés ci-après :

N° des Rôles	CERCLES	NATURE DES IMPOTS	MONTANT
		Impôt personnel (indigène)	
385	Anécho	R. S. Cat. sup.	115,00
386	—	R. S. 1 ^{re} catégorie	420,00
		Impôt population flottante	
387	Lomé (Cercle)	Rôle supplémentaire	1.320,00
388	Lomé (Tsévié)	—	3.520,00
		Rachat des prestations	
389	Anécho	R. S. Cat. sup.	32,00
390	—	R. S. 1 ^{re} catégorie	160,00
	Klouto	Complément du rôle N° 246	668,00
		Patentes	
		Centimes Additionnels	Principal
391	Lomé (Tsévié)	Rôle sup. 5.083,75	14.525,00
		Armes	
392	Atakpamé	Rôle supplémentaire	40,00
393	Mango	—	30,00
394	Lomé (Tsévié)	—	2.375,00
395	Anécho	—	5,00
		Chiffre d'affaires	
396	Anécho	80,00
		Assistance médicale	
397	Anécho	R. sup. 1 ^{re} catégorie	240,00
398	—	Cat. sup.	57,50
		Véhicules	
		Centimes additionnels	Principal
399	Lomé (Tsévié)	Rôle sup. 2.076,00	6.920,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 21 juin 1930.

Cessions

ARRÊTÉ N° 360 autorisant la cession au service des Travaux Neufs d'huile de palme provenant des plantations administratives du cercle de Sokodé et en fixant le prix.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE.

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le commandant de cercle de Sokodé est autorisé à céder au service des Travaux Neufs l'huile de palme provenant des plantations administratives du cercle et à encaisser le produit de ces cessions au titre du Chap. IV — Art. 3 — § 7 — (Produit des champs administratifs.)

ART. 2. — Le prix de l'huile de palme ainsi fournie est fixé à trois francs (3 frs.) le Kilog. net. La valeur du logement fera l'objet d'une cession particulière s'il y a lieu.

ART. 3. — Le Chef du Secrétariat Général et le Commandant de Cercle de Sokodé sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 27 juin 1930.

Pour le Commissaire de la République absent
L'Administrateur en Chef
Chargé de l'expédition des affaires courantes.

PARISOT.

Chambre de Commerce (Budget exercice 1929)

ARRÊTÉ N° 376 portant approbation du compte définitif du budget exercice 1929 de la Chambre de Commerce du Territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1928 portant organisation de la Chambre de Commerce du Territoire du Togo, ensemble l'arrêté du 12 juillet 1928 le complétant ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le compte définitif du budget de la Chambre de Commerce du Territoire du Togo pour l'exercice 1929.

Ce compte est arrêté comme suit :

Recettes	537.276,14
Dépenses	301.691,56
Excédent des recettes	235.584,58

La situation du fonds de réserve de la Chambre de Commerce est, à la clôture de l'exercice 1928, arrêté comme suit :

Situation à la clôture de l'exercice 1928	413.048,80
Prélèvements effectués en 1929	234.561,00
Prélèvements effectués du 1 ^{er} janvier au 30 avril 1930	40.075,90
Total des prélèvements	274.636,90
Reliquat au 30 avril 1930	138.411,90
Excédent des recettes sur les dépenses de l'exercice 1929	235.584,55
	373.996,45

ART. 2.— Le Président de la Chambre de Commerce, Ordonnateur du Budget de la Chambre de Commerce est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 4 juillet 1930.

*P. Le Commissaire de la République absent,
Le Chef du Secrétariat Général,
Chargé des affaires courantes et urgentes.*

PARISOT

Caisse de réserve (prélèvement)

ARRÊTÉ N° 377 portant ratification d'un arrêté autorisant un prélèvement ordinaire sur la Caisse de Réserve.

PAR ARRÊTÉ DU 4 JUILLET 1930.

Le Conseil d'Administration entendu :

Est ratifié l'arrêté N° 312^{er} du 31 mai 1930 portant prélèvement de 3.000.000 sur la Caisse de Réserve pour faire face à l'insuffisance momentanée des fonds libres.

Commissariat des Territoires Africains sous Mandat à l'Exposition Coloniale Internationale de Paris de 1931

LES ENTREPRISES PRIVÉES DU CAMEROUN ET DU TOGO SOUS MANDAT FRANÇAIS A L'EXPOSITION COLONIALE

Nécessité de la participation des entreprises privées

L'Exposition Coloniale Internationale, dont le Maréchal LYAUTRY a assumé la haute direction et qui doit se tenir en 1931 à Paris, au Bois de Vincennes, sur une superficie de 109 hectares, sera une manifestation de grande portée dont ne peuvent se désintéresser les entreprises privées qui ont contribué à donner au Cameroun et au Togo leur prospérité actuelle.

Il est inutile de rappeler à l'homme d'affaires averti que les méthodes modernes exigent de toutes les entreprises qui veulent vivre, une action de publicité méthodique et toujours en éveil : publicité pour la vente des produits et la création de nouveaux débouchés ; publicité pour attirer les capitaux, éclairer et retenir l'actionnaire et le commanditaire ; publicité pour susciter des offres de personnel technique, d'outillage ou de matières premières.

Pour ce résultat d'intérêt immédiat, l'Exposition Coloniale de 1931 offre des avantages uniques.

Mais l'Exposition poursuit aussi des fins plus lointaines et de portée plus générale dont les entreprises privées sont solidaires et dont elles ne peuvent se désintéresser. Elle vise suivant l'expression du Gouverneur CAYLA, Commissaire Général Adjoint, à mettre en relief « cette forme particulière de la civilisation qu'on appelle colonisation » et à « susciter un véritable esprit colonial dans les masses profondes de la nation française » (1). Elle atteindra ce but en présentant un tableau complet de l'œuvre accomplie aux Colonies. Il est évident que le commerçant, le planteur, l'industriel, l'homme d'affaires, ne peuvent pas être absents de ce tableau.

La France, à qui le Traité de Versailles a confié le Cameroun et le Togo, a fait un très large et libéral accueil aux entreprises privées de tous les pays, membres de la S. D. N. Elle a considéré les commerçants, industriels et gens d'affaires comme des collaborateurs et s'en est bien trouvée. Il est de l'intérêt commun que cette Exposition fournisse un nouveau témoignage de cette utile collaboration.

Conditions de participation des entreprises privées.

Les entreprises privées du Cameroun et du Togo participent à l'Exposition Coloniale (Section des territoires africains sous mandat) dans les conditions fixées par le règlement général de l'Exposition (décret du 27 juillet 1928) qui peut être consulté, soit au Commissariat de l'Exposition des Territoires Africains sous mandat, 27 rue Oudinot à Paris, soit à l'Agence Économique des Territoires africains sous-mandat, 27 Boulevard des Italiens à Paris, soit aux bureaux des affaires économiques à Yaoundé et à Lomé, soit aux Chambres de Commerce de Douala et Lomé, soit dans les principales circonscriptions du Cameroun et du Togo.

Les demandes d'admission doivent être remises soit aux Commissaires de la République à Yaoundé et à Lomé, avant le 15 septembre 1930, soit au Commissaire des Territoires africains sous mandat de l'Exposition Coloniale, 27 rue Oudinot ou 27 Boulevard des Italiens à Paris, avant le 1^{er} novembre 1930.

Les listes d'admission seront irrévocablement closes à ces dates.

Seules les entreprises agricoles, minières, industrielles, bancaires et hôtelières ayant un Établissement au Cameroun et au Togo seront admises à exposer dans la Section des Territoires africains sous mandat.

Les échantillons et produits exposés seront répartis suivant la classification annexée au règlement général de l'Exposition et présentés sous le nom et la raison sociale de l'Exposant, de façon à faciliter les opérations du jury.

Les participations des Chambres de Commerce qui pourront éventuellement se produire, n'excluent pas les participations à titre individuel qui conservent tout leur intérêt pour les diverses entreprises privées.

(1) Discours prononcé à la Fédération des Industriels et Commerçants français.

Facilités accordées aux entreprises privées.

Les entreprises privées qui participeront à l'Exposition auront la faculté de remettre aux services administratifs locaux chargés de la préparation de l'Exposition à Yaoundé et à Lomé, les produits, échantillons, photographies, maquettes, plans et objets de toutes sortes qu'elles désireront exposer. Le Commissariat des Territoires Africains sous mandat, assurera gratuitement la mise en place, la protection et la présentation de ces produits, échantillons, photographies, maquettes et objets de toutes sortes.

D'autre part, les exposants qui en feront la demande pourront être autorisés à faire eux-mêmes une présentation d'ensemble de leurs exploitations, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des pavillons. Leurs projets devront être conçus dans le style et suivant la méthode adoptée pour l'ensemble de la Section et seront soumis à l'approbation préalable du

Commissaire des Territoires africains sous mandat qui désignera l'emplacement. Ces installations, après approbation, seront exécutées entièrement aux frais et sous la responsabilité des exposants.

Il ne sera perçu aucune redevance pour location de surfaces planes ou murales affectées aux exposants.

Chaque exposant aura droit à une carte d'entrée dans les conditions fixées par l'article 23 du règlement général.

Paris, le 1^{er} février 1930

*Le Gouverneur des Colonies
Commissaire des Territoires Africains
sous mandat à l'Exposition Coloniale
Internationale de Paris,*

André BONAMY.

ACTES DIVERS CONCERNANT LE PERSONNEL EUROPÉEN

DATE des arrêtés ou décisions	NOMS & PRENOMS	GRADE	RÉSIDENCE	DATE	OBSERVATIONS
Promotion					
30.6.30	DESPALANQUES	Aide-conduct. après 18 mois des Travaux-agricoles.		1.7.30	Passe conducteur avant 18 mois.
Titularisation					
27.6.30	MONNIER Edouard	Commis stagiaire des S. C.	Atakpamé	28.6.30	Titularisé en qualité de commis avant 18 mois. Il lui est attribué un rappel d'ancienneté de 2 ans au titre de la loi du 1 ^{er} avril 1923 et de 6 mois et 19 jours au titre de la loi du 9 décembre 1927. Passe commis après 18 mois et conserve une ancienneté de 1 an et 19 jours.
Affectation					
24.6.30	BAREAROUX	Contrôleur de 1 ^{re} cl. des douanes.	Nouvellement désigné		Mis à la disposition du chef du service des douanes.
Congé					
26.6.30	BARBSY	Contrôleur de 1 ^{re} cl. des douanes.	Lomé	13.7.30	Congé administratif de 7 mois — paquebot <i>Foria</i> .
Passages					
25.6.30	M ^{me} SAUMON	Femme d'un agent contractuel.		30.6.30	Passage en seconde classe de Lomé à Marseille paquebot <i>Hoggur</i> .
27.6.30	DALAISR	Capitaine du génie.	Lomé	21.7.30	Passage en 1 ^{re} classe de Lomé à Bordeaux pour lui et sa femme paquebot <i>Foucauld</i> .

ACTES DIVERS CONCERNANT LE PERSONNEL INDIGÈNE

DATES des arrêtés ou décisions	NOMS & PRÉNOMS	GRADE	RÉSIDENCE	DATE	OBSERVATIONS.
		Promotions			
		1 — CADRES SUPÉRIEURS			
		A. — Aides-médecins			
		<i>Au grade d'Aide-Médecin de 5^{me} classe</i> (au choix)			
27.6.30	VIVODI Herman	Aide-médecin de 6 ^e cl.	Sokodé	1.7.30	
—	AKAKPO ADIGO Louis	—	—	—	
		B. — Instituteurs			
		<i>Au grade d'Instituteur-Adjoint de 3^{me} classe</i> (au choix)			
—	BOBEM Chrysostome	Instituteur-adjoint de 4 ^e classe	Klouto	1.7.30	
—	TOCOU Michel	—	Anécho	—	
		(à titre exceptionnel)			
—	VIANOU Benjamin	Instituteur-adjoint de 4 ^e classe	Sokodé	1.7.30	
		<i>Au grade d'Instituteur-Adjoint de 4^{me} classe</i> (au choix)			
—	AKOUÉTÉ Paulin	Instituteur auxiliaire de 1 ^{re} cl.	Lomé	1.7.30	
—	TETTERPOE Léopold	—	—	—	
—	KPONTON Hubert	—	Anécho	—	
		<i>Au grade d'Instituteur-Auxiliaire de 1^{re} classe</i> (au choix)			
—	AJAVON Henri	Instituteur auxiliaire de 2 ^e cl.	Aklakou	1.7.30	
—	TEROE Alexandre	—	Atakpamé	—	
—	VIGNON Paul	—	—	—	
—	KOFFI Julien	—	Okou	—	
—	AKOUÉTÉ Bernard	—	Klouto	—	
		C. — Préposés des Douanes			
		<i>Au grade de Préposé de 5^{me} classe</i> (au choix)			
—	AKOUBSON Valentin	Préposé de 6 ^e classe	Lomé	1.7.30	
		<i>Au grade de Préposé de 6^{me} classe</i> (au choix)			
—	ROMAO Joseph	Préposé de 7 ^e classe	Lomé	1.7.30	
—	TOVI Bruno	—	Batomé	—	
		<i>Au grade de Préposé de 7^{me} classe</i> (au choix)			
—	ADJAI Dominique Jean	Préposé de 8 ^e classe	Lomé	1.7.30	
—	D'ALMEIDA Alfred	—	Noépé	—	

DATES des arrêtés ou décisions	NOMS & PRÉNOMS	GRADE	RÉSIDENCE	DATE	OBSERVATIONS
		D. — Commis des P. T. T.			
		<i>Au grade de Commis de 1^{re} classe (au choix)</i>			
27.6.30	KAGNI Karl	Commis de 2 ^e classe	Lomé	1.7.30	
		<i>Au grade de Commis de 3^{me} classe (au choix)</i>			
—	ANTONY Benjamin	Commis de 4 ^e classe	Lomé	1.7.30	
		<i>Au grade de Commis de 4^{me} classe (au choix)</i>			
—	MALBAUX Joseph	Commis de 5 ^e classe	Lomé	1.7.30	
		<i>(à titre exceptionnel)</i>			
—	BOCCOVI Ambroise	Commis de 5 ^e classe	Lomé	1.7.30	
		<i>Au grade de Commis de 5^{me} classe (au choix)</i>			
—	POBNOU Marcellin	Commis de 6 ^e classe	Lomé	1.7.30	
		E. — Commis — expéditionnaires			
		<i>Au grade de Commis-Expéditionnaire de 2^{me} classe (au choix)</i>			
—	BYLL Alexandre	Commis expéditionnaire de 3 ^e cl.	Chemin de fer	1.7.30	
		<i>Au grade de Commis-Expéditionnaire de 3^{me} classe (au choix)</i>			
—	ZINSOU Christophe	Commis-Expéditionnaire de 4 ^e cl.	Chemin de fer	1.7.30	
		<i>Au grade de Commis-Expéditionnaire de 4^{me} classe (au choix)</i>			
—	CREPPY Charles	Commis-Expéditionnaire de 5 ^e cl.	S. G.	1.7.30	
—	D'ALMEIDA P. Hubert	—	Enregistrement	—	
		<i>Au grade de Commis-Expéditionnaire de 5^{me} classe (au choix)</i>			
—	DA SILVA Pereira	Commis-Expéditionnaire de 6 ^e cl.	Mango	1.7.30	
		<i>Au grade de Commis-Expéditionnaire de 6^{me} classe (au choix)</i>			
—	JOHNSON André	Commis-Expéditionnaire de 7 ^e cl.	S. G.	1.7.30	
—	ADOTEVI Barthélémy	—	Lomé	—	

DATE des arrêtés ou décisions	NOMS & PRÉNOMS	GRADE	RESIDENCE	DATE	OBSERVATIONS
	<i>Au grade de Commis-Expéditionnaire de 7^{me} classe</i> (au choix)				
27.6.30	VALLABREGUE Robert	Commis-Expéditionnaire de 8 ^e cl.	Sokodé	1.7.30	
—	AMEGNIZIN Faustin	—	Forces de police	—	
—	AJAVON Blaise	—	Anécho	—	
—	PINDRA Félix	—	Chemin de fer	—	
—	GNASSOUNOU Richard	—	—	—	
—	HUNDI John	—	—	—	
—	SANVEE Emmanuel	—	Klouto	—	
—	TOSSOU ABALO	—	S. G.	—	
—	FOLY Joseph	—	Lomé	—	
	(à titre exceptionnel)				
—	DOGBE G. Ebenezer	Commis-Expéditionnaire de 8 ^e cl.	Enseignement	1.7.30	
	F. — Interprètes				
	<i>Au grade d'Interprète-Principal de 5^{me} classe</i> (au choix)				
—	KOUBVI Gabriel	Interprète de 1 ^{re} classe	Klouto	1.7.30	
	<i>Au grade d'Interprète de 1^{re} classe</i> (au choix)				
—	ANTOINE Jean	Interprète de 2 ^e classe	Klouto	1.7.30	
	II. CADRES SUBALTERNES.				
	A. — Moniteurs de l'Enseignement				
	<i>Au grade de Moniteur de 3^{me} classe</i> (au choix)				
—	QUENUM Joseph	Moniteur de 4 ^e classe	Palimé	1.7.30	
	<i>Au grade de Moniteur de 4^{me} classe</i> (au choix)				
—	AGBODJIAN Joseph	Moniteur de 5 ^e classe	Sokodé	1.7.30	
—	PANOU Pierre	—	—	—	
	<i>Au grade de Moniteur de 5^{me} classe</i> (au choix)				
—	KOUASSI Daniel	Moniteur de 6 ^e classe	Lomé	1.7.30	
—	LAWSON Grégoire	—	Anécho	—	
—	JOHNSON Clément	—	—	—	
—	COTTIN Adéline	Monitrice de 6 ^e classe	—	—	
	B. — Infirmiers				
	<i>Au grade d'Infirmier-Major de 5^{me} classe</i> (au choix)				
—	ABBEY Dominique	Infirmier de 1 ^{re} classe	Anécho	1.7.30	
	<i>Au grade d'Infirmier de 1^{re} classe</i> (au choix)				
—	AYAYI Cyprien	Infirmier de 2 ^e classe	Anécho	1.7.30	
—	JOHNSON Charles	—	Palimé	—	

DATE des arrêtés ou décisions	NOMS & PRÉNOMS	GRADE	RÉSIDENCE	DATE	OBSERVATIONS
		<i>Au grade d'Infirmière de 2^{me} classe (au choix)</i>			
27.6.30	LANGDON Claire	Infirmière de 3 ^e classe	Lomé	1.7.30	
		<i>Au grade d'Infirmier de 4^{me} classe (au choix)</i>			
—	LODONOU Joseph	Infirmier de 5 ^e classe	Lomé	1.7.30	
—	MENSAH Louis	—	—	—	
—	AGBAGLAH Jean	—	T. N.	—	
—	ABBEY Robert	—	—	—	
—	AKPAH Félix	—	—	—	
—	JAMES Régina	Infirmière de 5 ^e classe	Lomé	—	
		C. — Gardes d'Hygiène			
		<i>Au grade de Brigadier-Chef de 1^{re} classe (au choix)</i>			
—	VIOTBY François	Brigadier-Chef de 2 ^e cl.	Lomé	1.7.30	
		D. — Moniteurs Agricoles			
		<i>Au grade de Moniteur de 3^{me} classe (à titre exceptionnel)</i>			
—	KENGBO Moïse	Moniteur de 4 ^e classe	Lomé	1.7.30	
		<i>Au grade de Moniteur de 4^{me} classe</i>			
—	GNASSOUNOU Louis	Moniteur de 5 ^e classe	Agou	1.7.30	
		E. — Surveillants des P. T. T.			
		<i>Au grade de Surveillant de 4^{me} classe (au choix)</i>			
—	GLO	Surveillant de 5 ^e cl.	Palimé	1.7.30	
		<i>Au grade de Surveillant-Auxiliaire de 1^{re} classe (au choix)</i>			
—	HONGLO AGBRIGAN	Surveillant auxiliaire de 2 ^e cl.	Mango	1.7.30	
		<i>Au grade de Surveillant-Auxiliaire de 2^{me} classe (au choix)</i>			
—	KAMARA BIANOU	Surveillant auxiliaire de 3 ^e cl.	Sokodé	1.7.30	
		F. — Facteurs des P. T. T.			
		<i>Au grade de Facteur de 3^{me} classe (au choix)</i>			
—	ZOUCHEGNON ADIGNON	Facteur de 4 ^e classe	Atakpamé	1.7.30	
—	SONOKPON MAGNIDÉ	—	—	—	
		<i>Au grade de Facteur de 4^{me} classe (au choix)</i>			
—	ZOBIAKI Joseph	Facteur de 5 ^e classe	Lomé	1.7.30	
—	KEMAKON Victor	—	—	—	

DATE des arrêtés ou décisions	NOMS ET PRÉNOMS	GRADE	RÉSIDENCE	DATE	OBSERVATIONS
		<i>Au grade de Facteur de 6^{me} classe (au choix)</i>			
27.6.30	ADENIKA François	Facteur auxiliaire de 1 ^{re} classe	Lomé	1.7.30	
		<i>Au grade de Facteur-Auxiliaire de 1^{re} classe (au choix)</i>			
—	EKLOUVI Bernard	Facteur auxiliaire de 2 ^e classe	Lomé	1.7.30	
—	KOUASSI Alfred	—	—	—	
		G. — Mécaniciens-Conducteurs			
		<i>Au grade de Mécanicien-Conducteur Ppal. de 4^{me} classe (à titre exceptionnel)</i>			
—	TEVI LATEVI	Mécanicien conducteur de 1 ^{re} cl.	Garage Central	1.7.30	
		<i>Au grade de Mécanicien -Conducteur de 2^{me} classe (au choix)</i>			
—	KOUAKO KOUAKOU	Mécanicien conducteur de 3 ^e cl.	Garage Central	1.7.30	
		<i>Au grade de Mécanicien-Conducteur de 3^{me} classe (au choix)</i>			
—	MENSAH PAKOU	Mécanicien conducteur de 4 ^e cl.	T. N.	1.7.30	
—	MEDJAGO Augustin	—	Anécho.	—	
		H. — Plantons			
		<i>Au grade de Planton de 5^{me} classe (au choix)</i>			
—	ABALO Ferdinand	Planton de 6 ^e classe	Parquet	1.7.30	
		<i>Au grade de Planton de 6^{me} classe (au choix)</i>			
—	TOGBE Daniel	Planton de 7 ^e classe	Enregistr.	1.7.30	
		<i>Au grade de Commis-Expéditionnaire auxiliaire 2^{me} échelon à 3.300 frs.</i>			
28.6.30	MENSAH Laurent	Cis. exp. aux 1 ^{er} éch. à 3000 fr.	Lomé	7.7.30	
		<i>Au grade de Surnuméraire auxiliaire des P.T.T. 2^{me} échelon à 3.300 frs.</i>			
28.6.30	GERMA Bernard	Surm. aux. 1 ^{er} éch. à 3300 fr.	Lomé	18.7.30	
		I. — CADRE LOCAL DES TRAVAUX PUBLICS			
		<i>Au grade d'Ouvrier de 1^{re} classe (au choix)</i>			
27.6.30	ROMAO Francisco	Ouvrier de 2 ^e classe	Lomé	1.7.30	

DATE des arrêtés ou décisions	NOMS & PRÉNOMS	GRADE	RÉSIDENCE	DATE	OBSERVATIONS
		<i>Au grade d'Ouvrier de 2^{me} classe (au choix)</i>			
27.6.30	PEDRO I. DARIKI DA SILVEIRA Pedro	Ouvrier de 3 ^e classe	Lomé	1.7.30	
		— —	—	—	
		II. — CADRE LOCAL DU CHEMIN DE FER			
		A. — Service de l'Exploitation.			
		<i>Au grade de Facteur-enregistreur de 1^{re} classe (au choix)</i>			
	AGBODJAN Jacob PRINCE	Fact. enregis. de 2 ^e cl.	Lomé	1.7.30	
		<i>Au grade de Chef de train de 7^{me} classe (au choix)</i>			
	BRYM Moïse	Chef de train de 8 ^e cl.	Lomé	1.7.30	
		<i>Au grade d'Aiguilleur de 3^{me} classe (au choix)</i>			
	KAMEKPO MENSAN	Aiguilleur de 4 ^e classe	Lomé	1.7.30	
		B. — Service de la Traction			
		<i>Au grade d'Ouvrier de 1^{re} classe (au choix)</i>			
	SANT-ANNA Etienne	Ouvrier de 2 ^e classe	Lomé	1.7.30	
		C. — Service du Wharf			
		<i>Au grade de Maître-ouvrier de 2^{me} classe (au choix)</i>			
	AMES Georges	Maître-ouvrier de 3 ^e cl.	Lomé	1.7.30	
		<i>Au grade d'Ouvrier de 7^{me} classe (au choix)</i>			
	GBEVE SIABI	Ouvrier de 8 ^e classe	Lomé	1.7.30	
	ANDANLEGOU Joseph	— —	—	—	
	ABALO KOUDAOUH	— —	—	—	
	AKAKPO John	— —	—	—	
		<i>Au grade de Mécanicien de 1^{re} classe (au choix)</i>			
	KOUSSOUGBE Amégo	Mécanicien de 2 ^e classe	Lomé	1.7.30	
		<i>Au grade de Maître Principal (au choix)</i>			
	EDOH DOGNON	Maître de 1 ^{re} classe	Lomé	1.7.30	

DATE des arrêtés ou décisions	NOMS & PRÉNOMS	GRADE	RÉSIDENCE	DATE	OBSERVATIONS
Titularisations					
21.6.30	AGBOTON Isidore	Garde d'hygiène 4 ^e cl. stagiaire	Atakpamé	9.1.30	
26.6.30	LAWSON Lazarus	Surnuméraire des P. T. T.	Atakpamé	6.7.30	Cis. de 8 ^e cl. Est rapporté l'arrêté du 21.2.30 en ce qui le concerne.
28.6.30	AKKLÉ Isidore	—	Sokodé	16.6.30	Commis de 8 ^e classe des P. T. T.
30.6.30	VINTOURA Patrice	Ouv. mécan. stag. 8 ^e cl.	Lomé	1.7.30	
—	AVOUDJIGBE Daniel	—	—	—	
—	KOSSOKO AMÉGANSHIE	Canotier stagiaire	—	—	
—	EDOE TEVI LACLÉ	—	—	—	
—	KOUADJO DOTSÉ	—	—	—	
—	MENSAH AMÉDJRO	—	—	—	
—	KOUAMI KOFFI	—	—	—	
—	EDOUGNETO HOUSSOUNOUKPE	—	—	—	
—	AKAKPO Moïse	—	—	—	
Prolongations de stage					
28.6.30	EPHOEVI Charles	Surnuméraire des P. T. T.	Lomé	1.7.30	Soumis à une période de prolongation de 6 mois.
30.6.30	AZIAGAN Frédéric	Pointeur stagiaire	—	—	—
—	DAGAN Anselme	—	—	—	—
—	NOUDJRODOU MENSAH	Canotier stagiaire	—	—	—
—	KLOYI GUABÉLI	—	—	—	—
—	DOUAHONOME GNEKOH	—	—	—	—
Nominations					
24.6.30	BOSSOU A. Joseph	Planton 9 ^e cl. stagiaire	Lomé	1.7.30	Service de Santé.
25.6.30	Benoit LOKO	Prépose stagiaire 8 ^e cl.	—	—	
27.6.30	BRYM Daniel	Commis Expéd. aux. 2 ^e échelon	—	—	Commis auxiliaire classé par application des dispositions de l'arrêté du 10 juin 1929.
30.6.30	DAHOURNOU Martin	Mécanicien conduct. 5 ^e cl. stag.	Anécho	—	
—	AJAVON Antoine	Receveur stagiaire	Lomé	—	
—	QUÉVISON Antoine	—	—	—	
—	ASSOU William	—	—	—	
—	DJADOO Joseph	Chef de train stagiaire	—	—	
—	VIEIRA P. Marcellin	Homme d'équipe stag.	—	—	
—	GALÉ KONVÉ	—	—	—	
—	ASSEINKOU KATA	—	—	—	
—	TETÉ TRKO	—	—	—	
—	AMGBO Emmanuel	—	—	—	
—	BAKARY KOUANEY	—	—	—	
—	KOUVLO DOGBATSÉ	—	—	—	
—	ITSOUKA GUÉGÉ	—	—	—	
Congés					
24.6.30	ATIPOUPOU Albert	Ouv. ajust. 5 ^e classe	Lomé	1.7.30	Congé annuel de 30 jours.
25.6.30	Thomas DJONDO	Infirmier 2 ^e classe	Lama-Kara	1.8.30	—
25.6.30	NADJOMBE	Garde front. 1 ^{re} classe	Klouto	10.7.30	—
30.6.30	NASSIROU Ibrahim	Chef de train 8 ^e classe	Lomé	1.7.30	Congé de 2 mois avec traitement.
Suspension de fonctions					
21.6.30	FREITAS Paul	Facteur enregist. 4 ^e cl.	Lomé	17.6.30	Est sous le coup d'une information judiciaire.
Licenciements					
28.6.30	SADÉ James	Surnuméraire des P. T. T.	Lomé	1.7.30	Incapacité professionnelle.
—	AYIVI Abraham	—	—	1.7.30	—
1.7.30	GOMEZ Joseph	Cis. Expéd. aux.	—	1.7.30	Mauvaise manière de servir.
21.6.30	LAWSON Maximin	Surnuméraire aux. stag. des P.T.T.	—	18.6.30	Inaptitude professionnelle et indiscipline.

BOISSONS ALCOOLIQUES

Par décision du :

4 juillet 1930. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente des liqueurs ci-après de la Distillerie SIMON AINÉ de Chalon-Sur-Saône :

1° — « Suc Simon Jaune » ou « Nectar Simon » 43°

2° — « Curaçao Brandy » 40°

3° — « Prunelle au Cognac » 38°

COMMISSIONS

Par décisions du :

24 juin 1930. — Une commission composée de :

MM. PLUCHON, Pharmacien-Capitaine	<i>Président</i>
SANSON, Adjoint des Services Civils	} <i>Membres</i>
CATHÉLIN, Agent Comptable principal	

se réunira sur la convocation de son président en vue d'examiner et éventuellement redresser la comptabilité du magasin des médicaments des Travaux Neufs et procéder à cet effet aux opérations comptables nécessaires (évaluations, condamnations etc. . .).

La commission établira un procès-verbal détaillé de ses constatations et opérations.

24 juin 1930. — Une commission de recette composée de :

MM. PLUCHON, Pharmacien-Capitaine	<i>Président</i>
CATHÉLIN, Agent Comptable Principal du Chemin de fer	} <i>Membres</i>
JAGU, Commis des Services Civils	
REICH, Agent Contractuel des Travaux Neufs, Comptable-Gestionnaire	<i>Comptable</i>

est constituée à l'effet d'effectuer la reconnaissance à leur arrivée de la Métropole, des approvisionnements de médicaments, pansements et matériel médico-chirurgical destinés aux besoins du Service Médical des Travaux Neufs du Chemin de fer.

Ces opérations auront lieu sur le vu des avis d'expédition provenant du Service Colonial du port expéditeur ou des factures des fournisseurs avant prise en charge par le Comptable-Gestionnaire.

25 juin 1930. — Sont désignés pour faire partie de la commission des mercuriales :
en remplacement de M. ADAMI, rentré en congé.

M. GAZEL, Agent de la C. G. C. A.
en remplacement de M. RUSHTON agent de la Maison John Holt à Lomé :

M. ABENSUR, Agent de l'United Africa Co.

26 juin 1930. — La Commission dont les attributions sont définies par l'article 29 du cahier des charges du contrat de concession pour la distribution publique d'énergie électrique de la ville de Lomé passé entre la Société Intercontinentale d'Entreprises « OMNIA » aujourd'hui dénommée « INDUSTRIELLE COLONIALE » se réunira sur la convocation de son président à l'effet de déterminer l'index économique basse tension pour l'année 1930.

Cette commission est composée ainsi qu'il suit :

MM. Le Directeur des Voies de Pénétration et du Wharf chargé du contrôle de l'Industrielle Coloniale.....	<i>Président</i>
Le Procureur de la République	} <i>Membres</i>
Le Chef du Bureau des Finances.....	
Le Directeur-Adjoint des Voies de Pénétration et du Wharf.....	
Le Directeur de l'Industrielle Coloniale....	

27 juin 1930. — Une commission composée de :

M.M. IMBERT, Chef du Service de l'Enseignement	<i>Président</i>
KUTSCHENRITTER, Directeur d'école	} <i>Membres</i>
COMBES, —	
MATHIEU, —	
THOMAS, Adjoint au service de l'Enseignement.	
M.M ^{mes} KUTSCHENRITTER, Institutrice	
IMBERT, —	

chargée de faire subir les épreuves de l'examen d'entrée dans le cadre local des Instituteurs, se réunira dans les locaux du Cours Complémentaire de Lomé, (Avenue du Camp des Gardes) le 3 juillet 1930, à 7 heures du matin.

DOMAINES**Avis de demandes d'immatriculation**

au Livre foncier du Cercle de Lomé

Suivant réquisition, n° 672, déposée le 25 juin 1930 le sieur Octaviano Olympio profession de planteur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle de Lomé, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier d'une contenance totale de 34 ares 45 centiares situé à Lomé « Dzogbedzi » (Cercle de Lomé) et borné au nord par le requérant, à l'est et au sud par des rues non dénommées, à l'ouest par la route de Lomé à Palimé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 673, déposée le 3 juillet 1930 le sieur Ahadzi Gator profession de tailleur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Cercle de Lomé, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 3 ares 87 centiares situé à Lomé (quartier n° 7) (Cercle de Lomé) et borné au nord par une ruelle, à l'est par terrains à Apaloo et Tété, au sud par terrain à Inoncencio d'Almeida et John Atayi, l'ouest par terrain à Kofiwa.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal Civil de Lomé

Le Conservateur de la Propriété foncière,
PEYROTTE.

Concessions domaniales

PAR ARRÊTÉ DU 21 JUIN 1930.

Le Conseil d'Administration entendu ;

Est attribué en toute propriété à la société anglaise F. & A. SWANZY LIMITED, dont le siège social est à Londres, un terrain domanial formant le lot n° 6 du lotissement du centre commercial de Sokodé, immatriculé au livre foncier du cercle de Sokodé sous le numéro 9 et dont la concession provisoire avait été accordée à la Maison F. & A. SWANZY, par arrêté du 5 novembre 1923 n° 394.

Par arrêté du :

24 juin 1930. — Le sieur Charles Van-Lare, profession d'employé de commerce demeurant et domicilié à Keta (Gold Coast) est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle de terrain domanial situé à l'est de Lomé (Cercle de Lomé) d'une superficie d'environ quatre ares quatre vingt neuf centiares (4a 89.)

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

PAR ARRÊTÉ DU 4 JUILLET 1930

Le Conseil d'Administration entendu ;

Est approuvée l'attribution provisoire à la SOCIÉTÉ DES PÉTROLES SHELL DE L'OUEST AFRICAIN FRANÇAIS, ayant son siège à Dakar, Rue Vincens, d'un terrain domanial d'une contenance de Quinze ares sis à Atakpamé, (Cercle dudit) immatriculé au livre-foncier du cercle d'Atakpamé Volume 1 N° 67, aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Dix mille cinq cents francs.

PAR ARRÊTÉ DU 4 JUILLET 1930.

Le Conseil d'Administration entendu ;

Est approuvée l'attribution provisoire aux ÉTABLISSEMENTS A. LECOMTE, Société anonyme ayant son siège à Dakar, d'un terrain domanial de la contenance de Quatre ares cinquante deux centiares (4a 52 ca) sis à Palimé, (Cercle de Klouto) constituant le lot N° 2 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Klouto, Vol. 1 N° 69 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Quatre mille cinq cents francs.

PAR ARRÊTÉ DU 4 JUILLET 1930

Le Conseil d'Administration entendu ;

Est approuvée l'attribution provisoire au sieur MICHEL K. APALOO, employé de commerce demeurant à Palimé, d'un

terrain domanial de la contenance de Trois ares quatre vingt treize centiares (3a 93ca) sis à Palimé (Cercle de Klouto) constituant le lot n° 1 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Klouto, Volume 1 Numéro 69 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Quatre mille sept cents francs.

COURS D'ÉDUCATION PHYSIQUE

Par décisions du :

25 juin 1930. — Les maîtres dont les noms suivent assisteront au Cours de perfectionnement d'Éducation physique qui aura lieu à Lomé, du 7 juillet au 7 août 1930 :

I. — ENSEIGNEMENT OFFICIEL

Cercle de Lomé

Moniteurs : AMOUSSOU Pierre KPADENOU Gervais
KOUASSI Daniel JOHNSON Denis
PRINCE Alex JOHNSON Georges
SANYBE Samuel AGBODJAN James
AGBEKPONOU Louis AMAH Moorhouse

Instituteur : JOHNSON Gabriel

Cercle d'Anécho

Moniteurs : ALEX Charles TÉTÉ David
AGBEZOUNDO FIOHOU JOHNSON Clément
LAWSON Grégoire KOUAMI Joseph
HOURHO Jérôme

Instituteurs : RANDOLPH Léopold JOHNSON Romuald
LAWSON Body Jean KPONTON Hubert
FUNEY Arnold COLLEY Augustin

Cercle d'Atakpamé

Instituteurs : KPODAR Louis TÉKOÉ Alexandre
MORRIKA Benoît DURANB Victor

Cercle de Klouto

Moniteurs : MENSAH Joseph KUADJOVIH Salomon
BOCCO Eusèbe LAWSON Benoît
QUENUM Joseph

Instituteur : BOEHM Chrysostome

Cercle de Sokodé

Moniteurs : JOHNSON David AKOUBSON Arthur
PANOU Pierre GOUDBAGBÉ William
AGBODJAN Joseph AKOÛTÉ Jean
BONIN François LAWSON Robert LATÉ

Instituteur : FREITAS Paulin

Cercle de Mango

Moniteurs : AGOMESSOU Lucien
Diogo Christophe

II. — ENSEIGNEMENT PRIVÉ — Mission Catholique

Cercle de Lomé

DAVID Albert NURUKPO Michel
DA SILVA Gabriel AYEBOUA Lazare
KODJOVI Bernard MENSAH Théophile
KODJO Marcellin ANANU André
AMA Pierre KPOTOGBEV Arnold
ADANDÉ Vitus

Cercle d'Anécho

AMADU Edouard	BOCCOVI Jean
AMEGAN Simon	COLLEY Daniel
EKLOU François	AMENONVI Gaston
AYITÉ Michel	ETSÉ Jean

Cercle d'Atakpamé

KOWU Pierre	AYITÉ EKEU Jérôme
-------------	-------------------

Cercle de Klouto

LAWSON Gabriel	GBEMAKPO Théophile
SIMPSON Albert	OCLLOO Pierre
D'ALMEIDA Chrétien	

III. — ENSEIGNEMENT PRIVÉ — Mission Protestante**Cercle de Lomé**

PAKU Erhard	AYEB Jacques
AMOUSSOU Firmin	QUEUNU Pierre Claver
	BANSAH KOFFI Hilaire

Cercle de Klouto

AGUDETSÉ Henri	KLU Samuel
----------------	------------

M. MATHIEU, Directeur de l'Ecole régionale de Lomé est chargé de l'exécution de ce cours sous la direction du Capitaine SERGENT, Chef du Service de l'Éducation physique et des Sports.

5 juillet 30. — La décision 513 du 25 juin 1930 est complétée comme suit :

I. — ENSEIGNEMENT OFFICIEL**Cercle d'Anécho**

Instituteur : LAWSON Joseph.

Cercle de Klouto

Instituteurs :	D'ALMEIDA Charles	KPONTON Lucien
	ECOUÉ Pierre	ABRAHAM Samuel
	AKOUÉSON FRANÇOIS	

II. — ENSEIGNEMENT PRIVÉ — Mission Wesleyenne**Cercle d'Anécho**

Moniteur : BRUCE Thomas

Mission Catholique**Cercle de Lomé**

Moniteur : DANTSÉ LIUS

Sont rayés de la liste des moniteurs nommés par la décision sus-indiquée.

ENSEIGNEMENT PRIVÉ — Mission Catholique**Cercle de Lomé**

Moniteurs : DA SILVA Gabriel
CODJO Marcellin

INDEMNITÉ DE CHEF-LIEU

Par arrêté du :

4 juillet 1930. — Le bénéfice des dispositions de l'arrêté du 28 janvier 1929 est étendu aux agents des services civils détachés au Commissariat de police de Lomé pour compter du 1^{er} janvier 1930.

Liste des candidats admis au cours complémentaire de Lomé

Par décision du :

27 juin 1930. — Sont admis au Cours complémentaire de Lomé les élèves dont les noms suivent par ordre de mérite :

- | | |
|------------------------|--------------------------|
| 1. — BRUCE Guthbert | École régionale de Lomé |
| 2. — PANOU Jean | — |
| 3. — ANTHONY Joseph | — |
| 4. — FEBON Grégoire | École régionale d'Anécho |
| 4. — MESSAN TÉKO | — |
| 6. — SOUZA COMLAVI | — |
| 6. — AGBEMEGNAN JEAN | École régionale de Lomé |
| 8. — LAWSON Ezéchiél | — |
| 9. — KPODAR Simon | — |
| 9. — PEDANOU Frédéric | — |
| 9. — ACAKPO KPADRNOU | École régionale d'Anécho |
| 12. — AMORIN François | École régionale de Lomé |
| 12. — GBIKPI Benoît | — |
| 12. — TCHACORAN HONORÉ | — |
| 15. — KUEVIDJEN Ignace | — |

Admissibles :

- | | |
|------------------------|--------------------------|
| 1. — AGBEZUKE François | École régionale de Lomé |
| 2. — DENKE JUVENCIO | — |
| 3. — AMEGAN André | École régionale d'Anécho |

REMBOURSEMENT

PAR DÉCISION DU 27 JUIN 1930

Le Conseil d'Administration entendu,

La pénalité de 4.864,00 infligée à la Société des Transports de l'Afrique Occidentale pour retard apporté à la livraison de fournitures afférentes au marché N° 131 souscrit le 20 décembre 1929 est réduite à 1000 francs.

Est remboursée à la Société des Transports de l'Afrique Occidentale la somme de 3.864 francs représentant la différence entre la pénalité infligée à cette société et la pénalité de principe dont elle est définitivement frappée.

La dépense sera imputée sur les crédits du Budget Annexe du Chemin de fer et du Wharf — Annexe du Budget Local — Chap. V — Dépenses diverses et imprévues — Article 3 — Parag. I — Frais de procès, perte, etc. Exercice 1930.

PAR ARRÊTÉ DU 4 JUILLET 1930.

Le Conseil d'Administration entendu ;

La facture ci-après relative aux frais de confection et fourniture d'un cercueil de l'ex-sous-chef de gare contractuel RITAOSI Ange du service de l'Exploitation, décédé à

L'hôpital de Lomé, sera remboursé par le service des Voies de Pénétration et du Wharf à l'École Professionnelle de la Mission Catholique à Lomé.

Savoir : 1 cercueil en bois blanc
facture N° 125 du 2 juin 1930 450 francs.

Cette dépense est imputable au Budget de l'Exploitation du Chemin de fer et du Wharf, Exercice courant Chap. 5, Article 2, § 1^{er}, Dépenses diverses.

SUBVENTION

PAR DÉCISION DU 4 JUILLET 1930.

Le Conseil d'Administration entendu ;

Est accordée à l'Œuvre du Berceau une subvention de quinze mille francs (15.000 frs).

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits à cet effet au Budget annexe de la Santé Publique et de l'Assistance Médicale Indigène, Exercice 1930, Chapitre 2, Article 3, § 6.

TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Par décision du :

27 juin 1930. — M. MOGNIER, Ingénieur-Adjoint des Travaux Publics, est chargé de la surveillance des travaux de construction à Anécho d'un bâtiment destiné à servir d'école à 4 classes suivant marché N° 431 bis en date du 26 mai 1930.

Il est habilité en conséquence à délivrer toutes attestations concernant la marche des travaux ou toutes certifications de service destinées à justifier les mandatements à effectuer au nom de l'entrepreneur.

SUPPLÉMENT

AU

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit des textes insérés dans la partie non officielle. »

A LA BONNE CHAUSSURE

Louis COUGÉ, 40, rue Pasteur, à Fougères (Ille-et-Vilaine)

Maison de confiance, spécialement recommandée aux coloniaux.

TOUTES LES CHAUSSURES QUE VOUS POUVEZ
DÉSIRER AUX PRIX LES PLUS BAS.

Demandez le catalogue. — Éléance et solidité garanties.

Contre remboursement accepté. Mais chaque client doit joindre à sa commande une provision en un mandat-poste pour couvrir les frais d'envoi.

3 — 3 p.

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

“ A la Tour Eiffel ”

JOYEROT & JACOT

5, Grande Rue - BESANÇON - France

Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratuit et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés



COMMUNICATION IMPORTANTE AUX PORTEURS DE VALEURS A LOTS

Il est urgent de faire connaître aux porteurs d'obligations à lots de la Ville de Paris, du Crédit Foncier de France, du Crédit National, bons du Congo, bons de Panama, etc., que quantité de lots très importants, certains atteignant un million de francs, n'ont pas été réclamés et restent en souffrance jusqu'au moment où, frappés par la prescription, ils deviennent la propriété de l'Etat.

Un service spécial de vérification de tous les titres à lots fonctionne au Service des Tirages, à Paris. Moyennant un abonnement annuel de 12 francs, tout porteur d'un ou plusieurs titres peut faire vérifier ses valeurs, reçoit chaque quinzaine, pendant un an, la « Revue des Tirages », paraissant sur 16 et 32 pages et publiant la liste des tirages et celle des numéros des lots non réclamés, et une documentation financière unique sur toutes les valeurs de Bourse.

Cet organe qui existe depuis près de trente ans, le plus connu, le plus complet, a déjà fait recouvrer des sommes considérables à ses nombreux abonnés et lecteurs.

Pour s'abonner, envoyer 12 fr. au Service des Tirages, Section 222, 31, rue St-Georges, Paris.

La première voiture française construite en grande série

La

CITROEN

C4

C6

Continue la glorieuse tradition de la B. 14 dont elle possède toutes les remarquables qualités.

Elle est en outre :

PLUS PUISSANTE : Vitesse 90 Km. à l'heure.

PLUS STABLE : Voie augmentée de 9^e/_m.

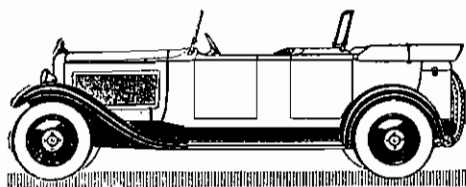
PLUS CONFORTABLE : Carrosserie élargie.

PLUS ELEGANTE : Capot allongé, se raccordant parfaitement avec la carrosserie.

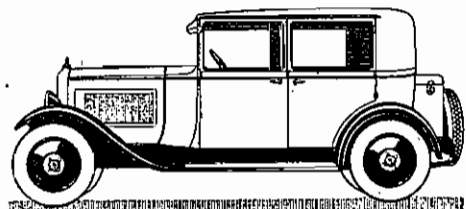
Apportant aux plus récentes découvertes de la Technique automobile des améliorations dont leurs Laboratoires ont prouvé scientifiquement la supériorité, les Usines Citroen ont créé la C.6, la voiture 6 cylindres la plus parfaite qui ait été réalisée à ce jour.

L'outillage formidable, dont elles disposent a pu permettre, grâce à sa construction en grande série, de l'établir à un prix extraordinaire de bon marché.

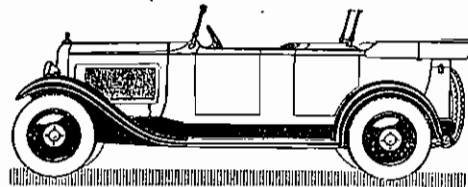
Moteur souple et puissant, permettant de passer de 8 à 105 Km. à l'heure, en prise directe — Carrosserie tout acier, large et confortable. Stabilité, remarquable à toutes les allures — Freinage énergique par servo-frein — Tenue de route exceptionnelle.



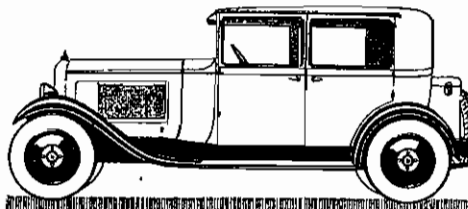
Le Torpédo C.4. : 24.500 .—



La Berline C.4. : 28.500 .—



Le Torpédo C.6. : 31.000 .—



La Berline C.6. : 35.000 .—

Renseignements et Essais

Société Générale du Golfe du Guinée

BUREAUX, Rue du Marché — LOME

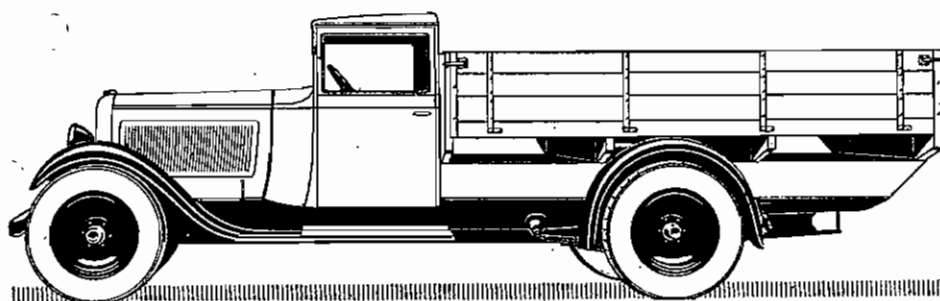
Demandez nos Catalogues — Tous renseignements fournis sur demande

Le Nouveau Camion C⁶

1800 kgs. de charge utile

Véhicule 6 Cylindres, ultra-moderne; il ignore les pannes. Freiné par 4 freins auto-serreurs BENDIX sur chaque roue et un frein sur la transmission, il évite les accidents; très rapide, il totalise un kilométrage quotidien élevé. C'est le véhicule à toutes fins. Ses vastes carrosseries lui permettent de transporter les chargements les plus divers et les plus volumineux. Sa consommation est réduite et assure une exploitation économique.

C'est le plus moderne des camions lourds.

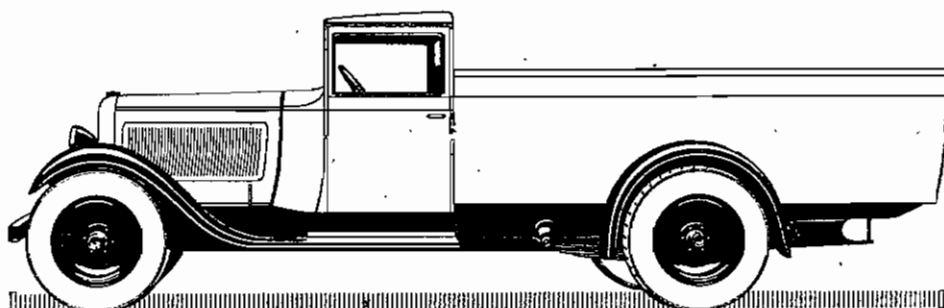


Plateforme à Ridelles :

35.000 —

Camion :

35.000 —



Renseignements et Essais

Société Générale du Golfe du Guinée

Garage — Atelier de Réparations : Rue du Champ de Courses

Atelier de Réparations — Personnel spécialisé — Travail soigné et rapide

BANQUE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE

Anciennement « Banque Française de l'Afrique Equatoriale »

Fondée en 1904

Siège Social: 23, Rue Taitbout, — PARIS (9^e)

CAPITAL : Frs. 50.000.000

RÉSERVES : » 14.800.000

Délivrance de chèques sur les Colonies, la France & l'Etranger

AVANCES — ACCREDITIFS — ESCOMPTE — DEPOTS
TRANSFERTS DE FONDS — CHANGE

Crédits documentaires — Avances sur marchandises

AGENCES EN AFRIQUE :

SÉNÉGAL	DAKAR, RUFIQUE — KAOLACK ST. LOUIS
SOUDAN	BAMAKO, KAYES
GUINÉE FRANÇAISE	CONAKRY
COTE D'IVOIRE	GRAND-BASSAM, ABIDJAN
TOGO	LOMÉ
DAHOMEY	COTONOU
CAMEROUN	DOUALA, YAOUNDÉ
GABON	LIBREVILLE, PORT-GENIL
CONGO FRANÇAIS	BRAZZAVILLE, BANGUI

AGENCES EN FRANCE :

BORDEAUX	37, ALLÉES DE TOURNY
MARSEILLE	33, RUE DE LA DARSE
LE HAVRE	10, RUE EDOUARD LARUE

CORRESPONDANTS DANS LE MONDE ENTIER.

R. C. Seine 119.515

Adresse télégraphique : EQUATBANK.

S. T. A. O.
LOMÉ

S
T
A
O

INCROYABLE !

S
T
A
O

S. T. A. O.
LOMÉ

FORD

Prix courant du nouveau modèle 1930

PHAÉTON (Torpédo cinq places)	21.000 frs.
ROADSTER (Torpédo deux places)	21.000 —
d° avec Dicky	21.500 —
COUPÉ STANDART	21.500 —
d° avec Dicky	22.000 —
COUPÉ SPORT avec Dicky	23.500 —
CABRIOLET décapotable avec Dicky.	25.000 —
TUDOR (Conduite intérieure 2 portes)	24.000 —
STANDARD SEDAN (Conduite intérieure 4 portes)	26.000 —
TOWN SEDAN (Conduite intérieure 4 portes de luxe)	27.000 —
STATION WAGON (Tapissière transformable)	25.000 —
CHASSIS 500 kgs	14.500 —
PICK-UP Cab ouvert (Camionnette 500 kgs)	19.000 —
PICK-UP Cab fermé (Camionnette 500 kgs)	20.000 —
PANEL DELIVERY (Fourgon tolé)	22.500 —
DE LUXE DELIVERY (Voiture de livraison de luxe)	22.000 —
CHASSIS 1.500 kgs	19.500 —

Agence officielle des

AUTOMOBILES FORD

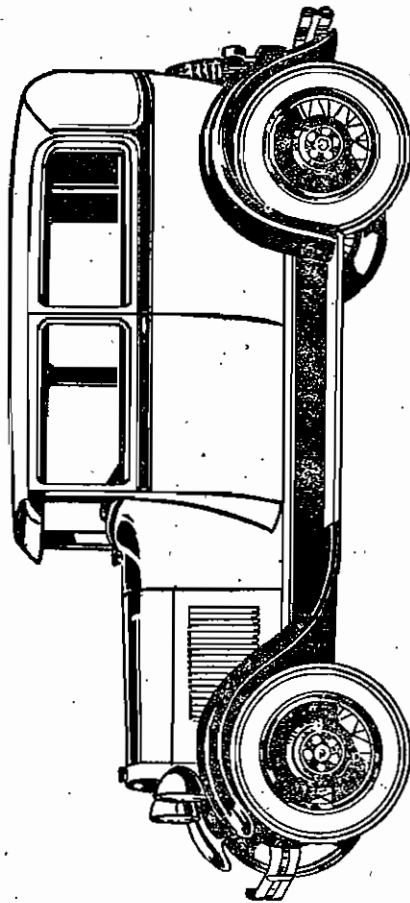
SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

LOMÉ

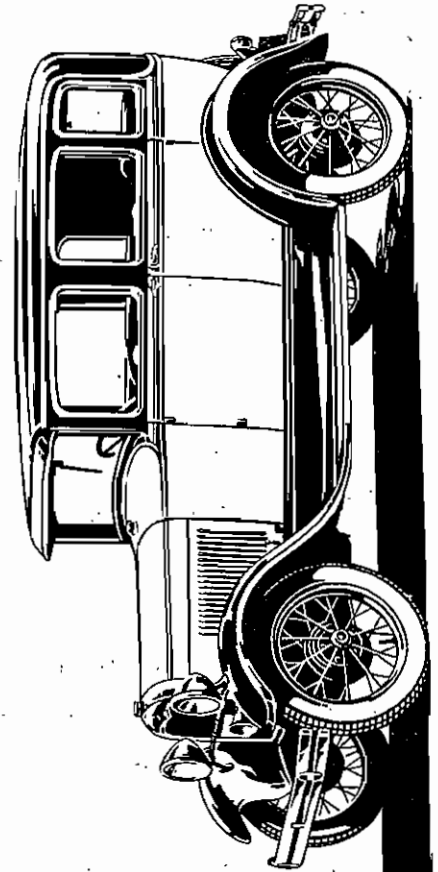
S. T. A. O.

TOGO

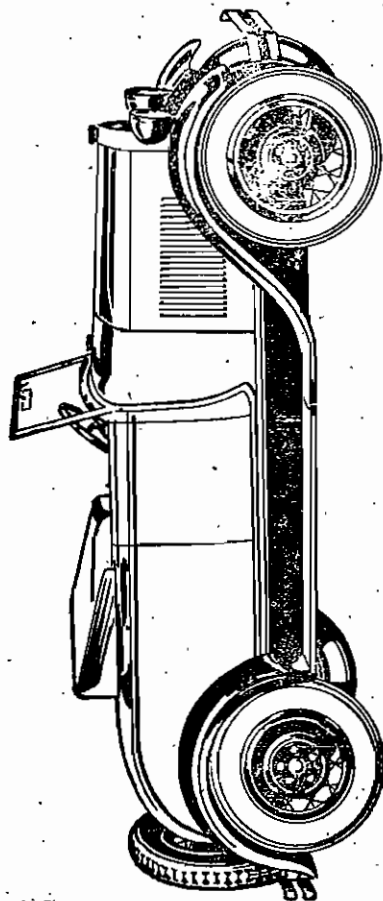
La Nouvelle Ford



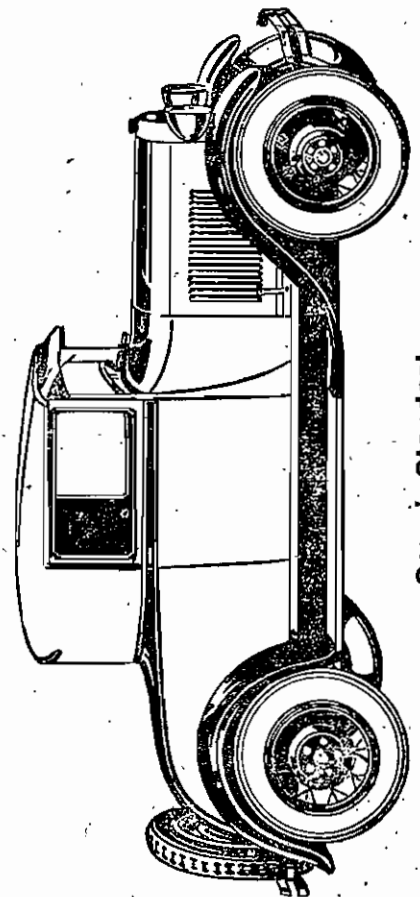
Tudor



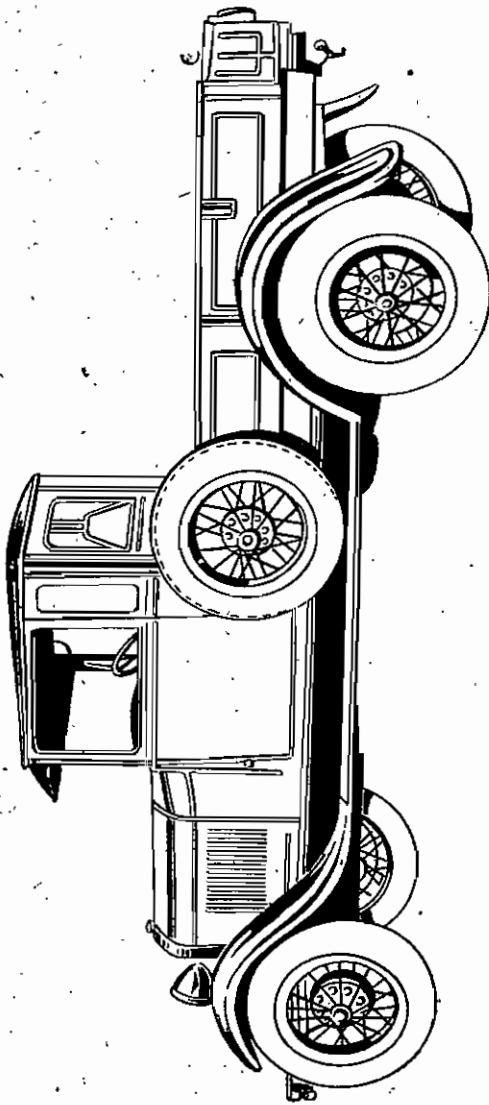
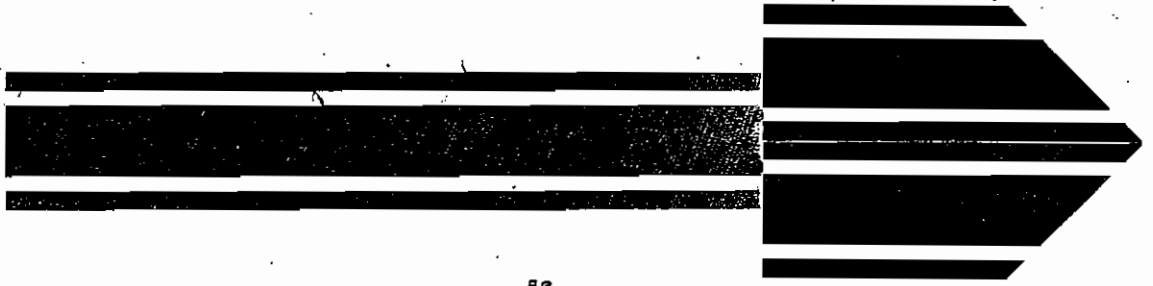
Town Sedan



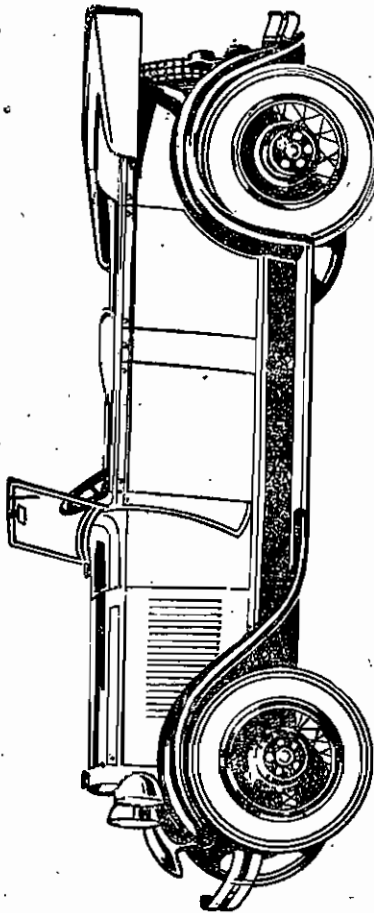
Roadster



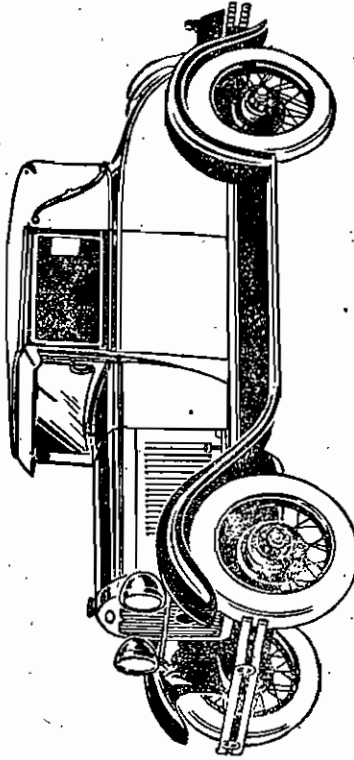
Coupé Standard



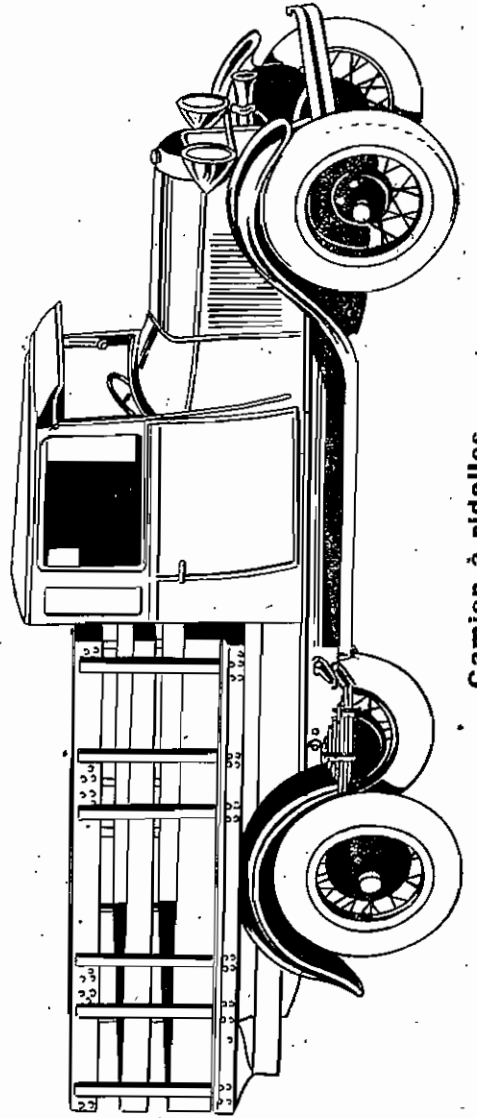
Camion Express-body



Phaéton



Cabriolet décapotable



Camion à ridelles

WOERMANN - LINIE

Deutsche Ost-Afrika Linie

Hamburg Amerika Linie (Service d'Afrique)

Hamburg Bremer Afrika Linie


SERVICES RÉGULIERS DE COURRIERS, PASSAGERS ET CARGO

entre

Hambourg, Brême, Rotterdam, Anvers, Southampton, le Havre, Boulogne s. m., Lisbonne, Madères et les Canaries, la Côte occidentale d'Afrique, l'Angola, le Sud Ouest, l'Afrique du Sud et de l'Est.

CONFORT, SERVICE SÉRIEUX, TABLE EXCELLENTE.

Les cargos n'ont pour les passagers qu'un accommodement limité (classe unique)

 Tous renseignements au sujet des dates d'arrivée et de départ, ainsi que toutes informations en général, peuvent être obtenus au bureau :

*Avenue du Maréchal Foch,
L o m é.*

Adresse Télégraphique: WESTLINIE.

La Lampe
à incandescence
au pétrole

Aladdin

est incontestablement la
meilleure lampe pour les Colonies.
Fonctionnant au pétrole ordinaire
sans pompe, sans bruit, sans odeur
et sans chauffage préalable du bec.
elle est absolument
sans aucun danger
Intensité
100 Bougies

Demandez la lampe Aladdin
en vente dans toutes les bonnes maisons.
Se méfier des imitations parfois meilleur
marché, mais souvent dangereuses.

SOCIÉTÉ ANONYME INDUSTRIES ALADDIN

Catalogue Franco

149, Bould. NEY - PARIS 18^e

14

REX PUBLICITÉ

AVIS aux amateurs de timbres

Deux nouvelles séries d'admirables
timbres-poste viennent d'être mises en
circulation en Espagne, pour commémorer
le célèbre peintre et graveur espagnol
FRANCISCO DE GOYA.

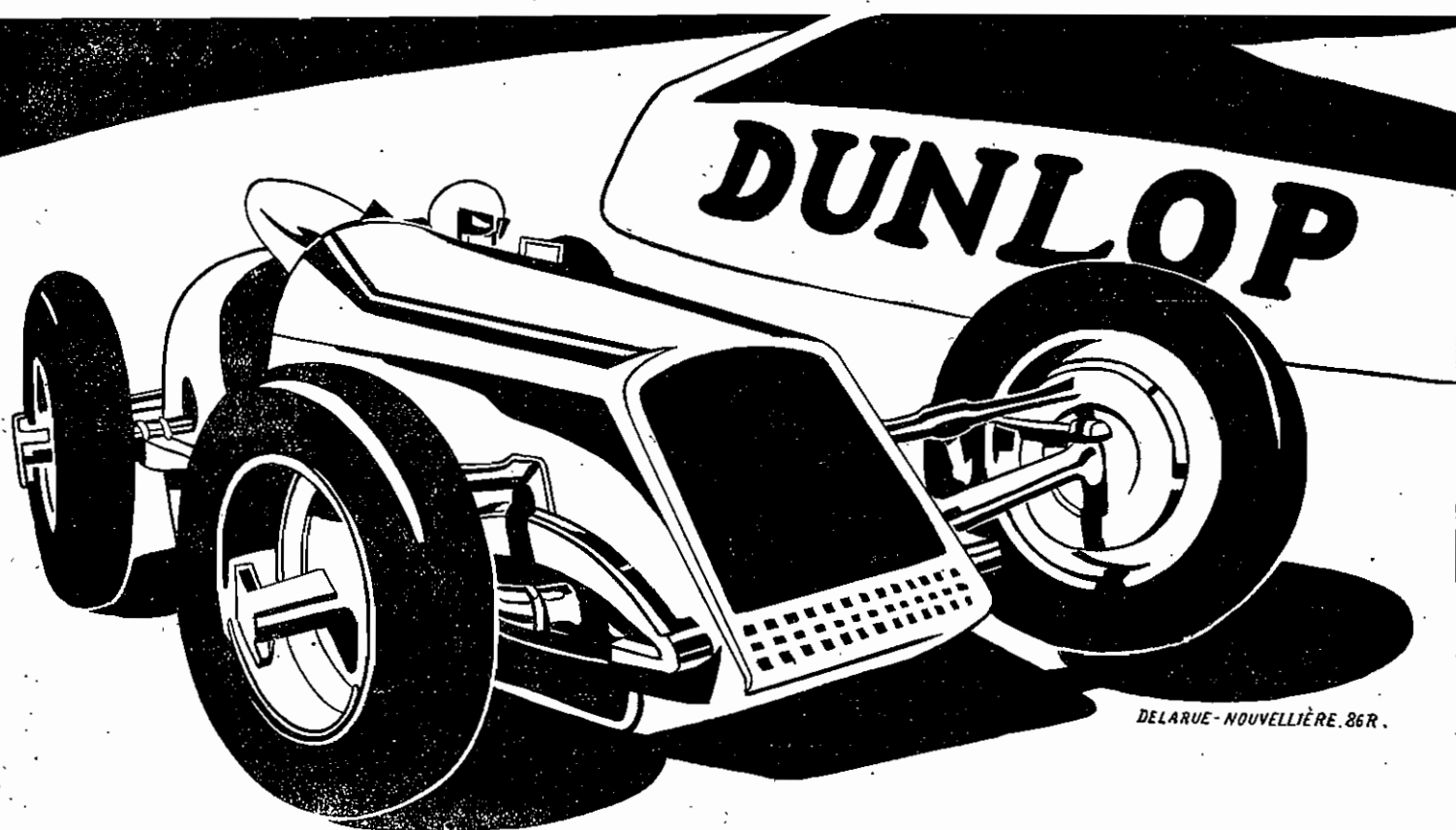
Pour tous renseignements et achats s'adresser à

Señor Don Eduardo NAVARRO

Calle del Noviciado, 14, principal

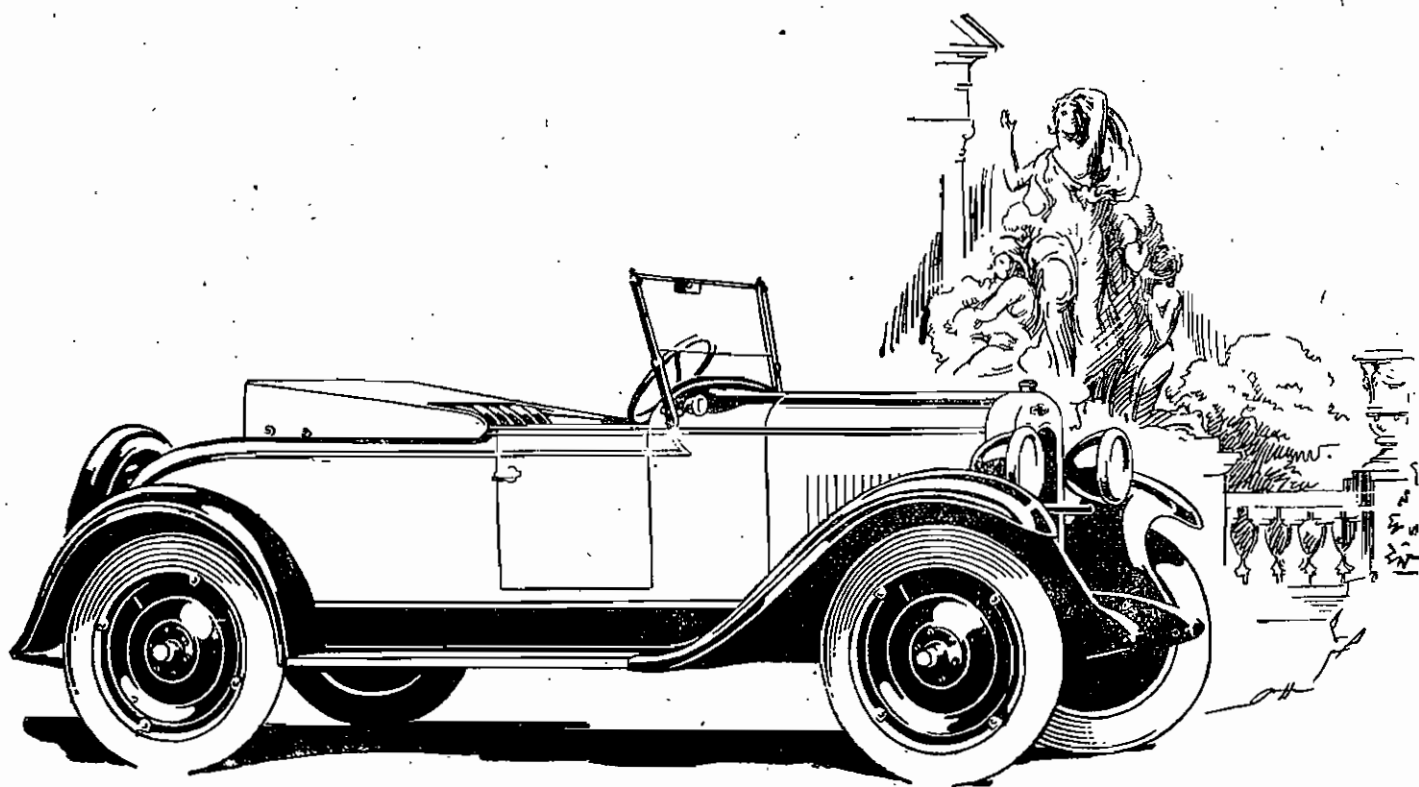
MADRID — 8

(Espagne)



DELARUE-NOUVELLIÈRE. 26R.

Agence Officielle DUNLOP: S. T. A. O. — Lomé



Tout, dans votre voiture, participe à sa beauté et à son bon fonctionnement : sa carrosserie, son châssis, son moteur.

TEXACO

A juste titre vous êtes fier des qualités de votre auto et vous maintiendrez son rendement en faisant toujours usage de l'huile jaune d'or TEXACO — l'huile toute claire — qui porte en elle le signe de sa pureté et l'indice de sa puissance.

Profitez de l'expérience pratique des milliers d'automobilistes, déjà convaincus de la haute tenue de l'huile

TEXACO



Couleur et Pureté de l'Or

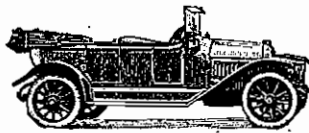
Demandez notice et tableau de graissage à :

Compagnie Française de l'Afrique Occidentale

Seuls concessionnaires des produits Texas pour toute l'Afrique Occidentale

BONNE OCCASION !

MOTEUR
en bon état



Une Automobile Ford



Carrosserie
FRIGOLET
1/2 tonne.

S'Adresser au :
Directeur de l'Ecole Professionnelle — LOMÉ

S. T. A. O.

Société des Transports de l'Afrique Occidentale

Société anonyme au capital de 15.000.000

LOMÉ — ANÉCHO — PALIMÉ — ATAKPAMÉ — SOKODÉ — MANGO
TOKPLI — BASSARI — LAMA-KARA — GUERIN-KOUKA

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTIONS

Fer - Bois - Ciment

PEINTURE

Quincaillerie et Outillage

BICYCLETTES DEPUIS 450 FRANCS

Glacières - Coffre-forts - Seaux à douche - Appareillage Electrique

Agence pour le Togo des grandes marques suivantes :

AUTOMOBILES FORD

PNEUMATIQUE DUNLOP

Le premier des pneumatiques du monde entier

KERVOLINE

La meilleure des huiles pour automobiles

MACHINE A ÉCRIRE UNDERWOOD

La plus robuste

FILTRE BERKEFELD

De réputation universelle

MACHINE A COUDRE HURTU

La vieille fabrication française

Bâches Bessonneau

BICYCLETTES S. T. A. O.

etc. etc.